

Au Burundi, un nouveau président, la même répression

Courrier International, 05/12/2020 Cet article est issu du dossier «Partout la justice recule», réalisé à l'occasion d'une campagne de 10 jours pour signer, d'Amnesty International. Au Burundi, l'arrivée au pouvoir d'un nouveau chef d'État offre de vifs espoirs pour les militants et les journalistes victimes de la répression de son prédécesseur. Mais si le dirigeant a changé, les pratiques, elles, perdurent.

Pour le Burundi, 2015 est l'année d'un naufrage, écrit l'éditorialiste Iwacu du pays à encore oser travailler. Cette année-là, le président Pierre Nkurunziza décide de briguer un troisième mandat, ce que lui interdit alors la Constitution. Il emporte mais au prix du sang. La répression des contestataires est implacable, des dizaines de milliers de personnes fuient le pays, quasiment toutes les voix critiques sont réduites au silence : des journalistes s'exilent, d'autres sont arrêtés. Au Guardian, le journaliste Jean-Baptiste Bireha raconte en heures d'horreur, entre l'instant où il rapporte une tentative de coup d'État contre le président et le lendemain, cible de tirs venant de milices progouvernementales en plein centre de la capitale. "Je n'ai jamais plus redormi chez moi", explique-t-il au journal britannique. Tous les journalistes indépendants étaient recherchés. Ce pays des Grands Lacs est alors dirigé par un «président-pasteur» omnipotent, tel que le décrit alors Le Pays, au Burkina Faso Kabuhare, l'éditorialiste Iwacu, a écrit : "Sauf un sursaut de dernière minute, le Burundi, tel un navire fou, vogue vers un naufrage annoncé." [...] Anna Sylvestre-Treiner Lire l'intégralité sur Courrier International